

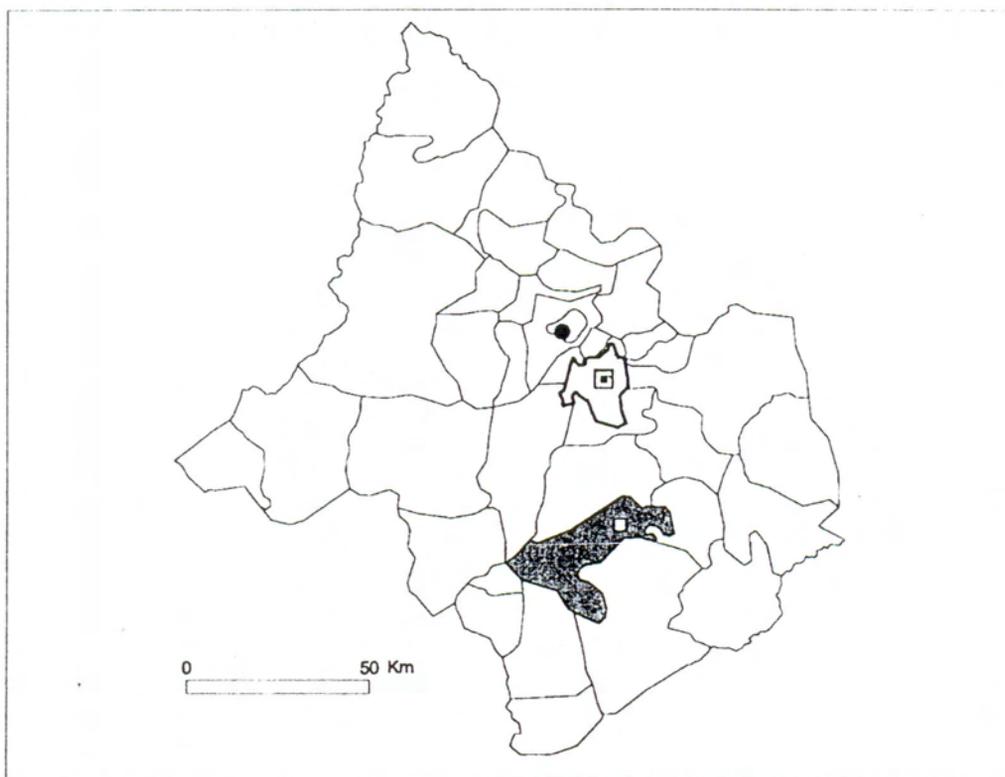
REGION DE KOULIKORO
CERCLE DE KATI

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple-Un But-Une Foi

Plan de Développement Economique, Social et Culturel PDESC 2005 - 2009

Commune Rurale de

Dialakoroba



● Chef lieu du Cercle □ Chef lieu de la Commune ■ Bamako

Juillet 2005

TABLE DES MATIERES

SIGLES ET ABREVIATIONS	2
I INTRODUCTION	3
1.1 CONTEXTE.....	3
1.2 OBJECTIFS	3
1.3 METHODOLOGIE.....	3
II PRESENTATION DE LA COMMUNE	4
2.1 HISTORIQUE	4
2.2 SITUATION GEOGRAPHIQUE	4
2.3 POPULATION	4
2.4 ACCESSIBILITE	4
2.5 RESSOURCES NATURELLES	4
2.6 INFRASTRUCTURES ET EQUIPEMENTS	4
2.7 ACTIVITES SOCIO- ECONOMIQUES ET CULTURELLES.....	4
2.8 STRUCTURES / SERVICES.....	4
III ETAT ACTUEL DE DEVELOPPEMENT DE LA COMMUNE	5
3.1 POTENTIALITES	5
3.2 CONTRAINTES	5
3.3 SITUATION DE REFERENCE, RAPPORT D'ANALYSE	5
IV ORIENTATIONS ET OBJECTIFS DU DEVELOPPEMENT	6
4.1 LES GRANDES ORIENTATIONS DE LA COMMUNE.....	6
4.2 OBJECTIFS GLOBAUX ET SPECIFIQUES	7
V PLANIFICATION QUINQUENNALE ET ANNUELLE	8
5.1 PLAN QUINQUENNAL (2005 - 2009) DE LA COMMUNE.....	8
5.2 PROGRAMME ANNUEL (2005) DE LA COMMUNE	17
VI STRATEGIE DE MISE EN ŒUVRE	19
6.1 SOURCES DE FINANCEMENT.....	19
6.1.1 <i>Mobilisation des ressources internes</i>	19
6.1.2 <i>Mobilisation des ressources externes</i>	19
6.2 MECANISMES DE SUIVI.....	19
6.2.1 <i>Commission de mise en œuvre du PDESC</i>	19
6.2.2 <i>Evaluation annuelle du PDESC</i>	19
6.2.3 <i>Budgétisation annuelle</i>	19
6.3 DIFFUSION DU PDESC	19
VII CONCLUSION	20
VIII ANNEXES	21
LISTE DES MEMBRES DU CONSEIL COMMUNAL.....	21
COPIE DU PROCES VERBAL DE DELIBERATION DU CONSEIL COMMUNAL.....	22
CODE DE DEONTOLOGIE	24
ETAPE DE PLANIFICATION ET LE CALENDRIER DE DEROULEMENT	29
COMPOSITION DU COMITE DE PILOTAGE DU PROCESSUS DE PLANIFICATION COMMUNALE	30
PARTICIPANTS AUX ETAPES DE PLANIFICATION	31
EXTRAITS D'OUTILS APPLIQUES AU COURS DE LA PLANIFICATION COMMUNALE	34
GRILLE DE PRIORISATION	42
CARTES	46
AUTRES DOCUMENTS PERTINENTS	47

SIGLES ET ABREVIATIONS

ACEF/MALI	<i>Assistance Conseil à l'Enfance et à la Famille</i>
ADS	<i>Agence pour le Développement Solidaire</i>
AMADER	<i>Agence Malienne pour le Développement de l'Energie Rurale</i>
AMCFE	<i>Association Malienne pour la Conservation de la Faune et de l'Environnement</i>
AMPDR	<i>Association Malienne pour le Développement Rural</i>
AMPE	<i>Association pour la Protection de l'Environnement</i>
ANICT	<i>Agence Nationale d'Investissement des Collectivités Territoriales</i>
CCC	<i>Centre de Conseil Communal</i>
CLO	<i>Comité Local d'Orientation</i>
CSLP	<i>Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté</i>
CT	<i>Collectivité(s) Territoriale(s)</i>
DNAT	<i>Direction Nationale de l'Aménagement du Territoire</i>
DNATCT	<i>Dispositif National des Appuis Techniques aux Collectivités Territoriales</i>
DNCT	<i>Direction Nationale des Collectivités Territoriales</i>
DNP	<i>Direction Nationale de la Population</i>
DNPD	<i>Direction Nationale de la Planification du Développement</i>
DNSI	<i>Direction Nationale de la Statistique et de l'Informatique</i>
DRPS	<i>Direction Régionale du Plan et de la Statistique (ici : Koulikoro)</i>
EMCP	<i>Enquête Malienne sur l'Evaluation de la Pauvreté (ici : 2001)</i>
ERA	<i>Expérience Rurale Alternative</i>
GRAD	<i>Groupe Recherche Action et Développement</i>
MATCL	<i>Ministère de l'Administration Territoriale et des Collectivités Locales</i>
MDRI	<i>Mission de Décentralisation et des Reformes Institutionnelles</i>
OHVN	<i>Office de la Haute Vallée du Niger</i>
PACT	<i>Programme d'Appui aux Collectivités Territoriales</i>
PDESC	<i>Plan de Développement Economique Social et Culturel</i>
PGP/AADEC	<i>Programme de Gouvernance Partagée / Association d'Appui à l'Auto développement Communautaire</i>
PNIR	<i>Programme National d'Infrastructures Rurales</i>
RPK	<i>Réseau des Prestataires du cercle de Kati</i>
SAD	<i>Schéma d'Aménagement et de Développement</i>
SdR	<i>Situation de Référence</i>
ST	<i>Services techniques déconcentrés de l'Etat</i>
SUCO	<i>Solidarité, Union, Coopération</i>
US AID	<i>Unité Stade Agency Investment of Developpement</i>

I INTRODUCTION

1.1 Contexte

Le document PDESC se situe dans le contexte des démarches de l'Etat pour parfaire le processus de décentralisation afin d'atteindre les objectifs nationaux de lutte contre la pauvreté, gage du développement à la base.

1.2 Objectifs

L'objectif global est de promouvoir le développement territorial à travers une prise en main des affaires par la collectivité elle-même tout en participant activité par activité aux prises de décisions et processus de ce fait.

1.3 Méthodologie

Cf annexe pour les phases et étape du processus de planification.

Le PDESC est élaboré à travers les méthodes ci-après :

- Campagne d'information et de sensibilisation
- Prise de décision
- Formation populaire
- Diagnostic villageois
- Journée de concertation intercommunautaire
- Atelier de planification
- Restitution
- Adoption du plan quinquennal de développement
- Diffusion
- Recherche de financement
- Mise en œuvre
- Evaluation annuelle et bilan quinquennal.

II PRESENTATION DE LA COMMUNE

2.1 Historique

Tout comme Sanankoroba lui-même et la commune de Bougoula, la commune de Dialakoroba appartient à l'arrondissement (actuelle sous-préfecture) de Sanankoroba. Les 23 villages appartenant à la même communauté historique se sont constitués en bloc communautaire en 1990 dite année de la décentralisation. Dès lors, cette communauté territoriale comme les autres a été dotée de structure juridique par l'Etat.

2.2 Situation géographique

La commune de Dialakoroba est sur la RN7. Elle est limitée au Nord par celle de Sanankoroba, au Sud par Ouélessébougou, à l'Est par Bougoula et à l'Ouest par le fleuve Niger et Niagadina.

2.3 Population

Sa population est essentiellement constituée de Bamanan, Malinké et Pculhs. Les femmes constituent 51 % et les hommes 49 % des 18 174 habitants de la commune.

2.4 Accessibilité

Son accès direct facilité par la RN7 qui la traverse du Nord au Sud. Elle est enclavée à l'intérieur.

2.5 Ressources naturelles

Ces principales ressources naturelles sont :

- Les produits forestiers : cueillette de karité, néré, zaban, tamarin, la pêche et la chasse. Ces ressources hydro -géographique sont peu exploitées au même titre que touristique.

2.6 Infrastructures et équipements

La commune est peu équipée. Elle dispose d'infrastructures socio-économiques dont les plus importantes sont : au plus du côté de l'éducation : près de 11 écoles, 4 CED et sanitaires environ 4 CSCOM. Les routières sont constituées par la RN7 et 2 pistes locales : Dilakoroba - Diorila et Simidji - Makono.

2.7 Activités socio- économiques et culturelles

- Les principales activités sont entre autres : la vente des produits de l'agriculture, de la cueillette, de la pêche, de l'élevage, du bois, sables et graviers. L'artisanat reste peu exploité comme la culture et le sport.

2.8 Structures / services

- La configuration structurelle est celle d'une commune rurale. Elle est marquée par l'administration politique où la tradition et les mœurs sont les principales pauses pieds. La Mairie est l'organe suprême et est représentée à travers ses conseillers qui travaillent avec les chefs de villages d'une part eux-mêmes avec les chefs de quartiers et de générations d'âge (groupes....d'âge) et d'autres part avec les partenaires externes. Au niveau de la Mairie le conseil est reparti en commission de collaboration avec les services techniques de l'Etat, les institutions et les ONG.

III ETAT ACTUEL DE DEVELOPPEMENT DE LA COMMUNE

3.1 Potentialités

Les principales potentialités de la commune de Dialakoroba sont :

- Un accès facilité par la RN7 qui la traverse ;
- Une pluviométrie moyenne allant de 800 à 900 mm ;
- Des terres fertiles à l'agriculture et rentabilité de la cueillette ;
- La possibilité d'élevage par le climat, de la pêche par parcours du fleuve Niger ;
- L'existence de sites touristiques, carrières et miniers exploitables et
- L'assistance de nombreux ONG et autres partenaires techniques et financiers.

3.2 Contraintes

Les différentes contraintes de la commune sont :

- Mauvais état des pistes rurales et inter villageois ;
- Dégradation des sols ;
- Tariessement précoce des cours d'eau
- Insuffisance d'eau pour le maraîchage ;
- L'érosion
- L'insalubrité des lieux d'habitations, de certains lieux de travail et environs ;
- Insuffisance d'AGR
- Insuffisance d'infrastructure.

3.3 Situation de référence, rapport d'analyse

L'analyse de la situation de référence relate le constat ci-dessous.

- Une population essentiellement constituée de Bamanan, Malinké et Peulhs. Les femmes constituent 51 % et les hommes 49 % des 18 174 habitants de la Commune.
- L'accès de la Commune est facilité par la RN 7 qui la traverse du Nord au Sud. Elle est cependant enclavée à l'intérieur.

- Les ressources naturelles de la Commune se résument principalement aux :

- * produits forestiers : cueillette de karité – néré – zaban – tamarin, la pêche et la chasse.

- Les ressources hydro-géographiques sont peu exploitées au même titre que les sites.

- En ce qui concerne les infrastructures et équipements, la Commune est peu équipée.

Elle dispose d'infrastructures socioéconomiques dont les plus importantes sont au plus du côté de l'éducation : près de 21 écoles, 10 CED et 1 CSCOM.

Les infrastructures routières sont constituées par la RN 7 et 4 pistes locales : Dialakoroba-Diorila-Simidji-Ballala ; Dialakoroba-Makow ; Hérémakono-Sanambélé.

- Les principales activités socioéconomiques sont entre autres : la vente des produits de l'agriculture, de la cueillette, de la pêche, de l'élevage, du bois, sables et graviers.

L'artisanat reste peu exploité tout comme la culture et le sport.

- La configuration structurelle est celle d'une commune rurale. Elle est marquée par l'administration politique où la tradition et les mœurs sont les principales pauses pieds. La mairie est l'organe suprême et est représentée par 17 conseillers qui travaillent avec les chefs de villages d'une part eux aussi avec les chefs de quartiers et les générations d'âge et d'autre part avec les partenaires externes. Au niveau de la mairie, le conseil est reparti en commission de travail en collaboration avec les services techniques de l'Etat, les institutions et les ONG.

IV ORIENTATIONS ET OBJECTIFS DU DEVELOPPEMENT DE LA COMMUNE

4.1 Les grandes orientations de la commune

Les grandes orientations de la Commune de Dialakoroba se présentent comme suit :
Conformément aux sous-secteurs d'activités prévues.

- Agriculture : améliorer la production agricole par la formation de 23 animateurs en technique d'approvisionnement en intrant d'une part et d'autre part former 17 animateurs à la production de fumier organique.
- Elevage : améliorer les conditions de d'élevage et consolider la cohabitation avec la construction de fourrières, l'appui à l'organisation des coopératives d'éleveurs d'un plan d'aménagement du terroir et enfin en créant des abreuvoirs pour les animaux.
- Pêche : assurer une borne base aux pêcheurs avec un appui à l'aménagement des berges du fleuve.
- Forêt : sauvegarder la forêt en orientant les coupeurs de bois vers le maraîchage biologiques et d'autre AGiR et aussi en installant des brigades de vigilance dans les villages.
- Environnement : Assainir le cadre de vie en organisant les acteurs de la filière bois en sensibilisant contre la coupe de bois, par des formations en hygiène, par la construction de latrines et de puisards et enfin par la javellisation et par la restauration de l'environnement.
- Education : augmenter la performance de l'éducation formelle et informelle par la construction et l'équipement de salles de classe, des appuis à la création d'écoles, par le recrutement d'enseignant, par des appuis aux comités de gestion scolaires et CA d'abord, par des appuis à la scolarisation des filles ensuite et enfin par des appuis à la formation et recyclage des maîtres.
- Santé : augmenter les infrastructures sanitaires et sauvegarder la santé de la population à travers des appuis à la création de CSCOM et maternité, des formations de matrones et la lutte contre le VIH/SIDA et la pratique de l'excision.
- Emploi : insérer les sortants CED dans la vie active par l'appui à l'organisation des sortants des CED d'une part et d'autre part par l'appui matériel des sortants des CED.
- Sport – Art – Culture : redynamiser la jeunesse de la commune avec la rénovation et la construction de foyers de jeune, l'aménagement de terrains de football enfin par l'organisation de semaines artistiques et sportives.
- Information / Communication : promouvoir le système de communication de la commune par l'installation de RAC au CSCOM et de téléphone fixe à la Mairie d'une part et accroître la capacité des élus en plaidoyer par la formation des élus en plaidoyer.
- Eau : améliorer les moyens d'accès à l'eau potable en améliorant les puisards, en construisant des forages et des adductions d'eau à système solaire, des puits modernes et des minis barrages.
- Energie : améliorer le cadre de vie des populations par l'électrification de la commune et l'appui à la culture du pourgère.
- Mines : promouvoir la recherche de mine en recensant les sites et en organisant les conditions d'exploitation minières et carrières.
- Industrie : réduire les pertes sur les produits locaux par un appui à la conservation et à la transformation des produits locaux.
- Artisanat : redynamiser l'artisanat dans la commune par une identification des artisans de la commune et un appui à leur organisation.
- Tourisme : promouvoir le tourisme en identifiant les sites touristiques.
- Commerce :
- Route : désenclaver certains villages de la commune en aménageant des pistes rurales et en construisant des ponts.
- Urbanisme : améliorer le cadre de vie de la population en lotissant certains villages de la commune.

- Bâtiment : améliorer les conditions de travail par la construction d'abattoir, de boucherie, de salle de réunion pour la Mairie ; par la construction et l'équipement de CFAR, de CED et enfin par l'aménagement de marchés.

4.2 Objectifs globaux et spécifiques

- *Globaux* :

D'une façon globale les objectifs du développement ici visés sont :

- * la résolution des problèmes qui se posent au développement socio-économique et culturel de la commune au regard de l'économie rurale ; des ressources humaines ; des infrastructures et du secteur secondaire.

- *Spécifiques* :

De façon spécifique les objectifs sont les suivants :

- * l'amélioration de la production agricole, de l'élevage, de la pêche ;
- * l'organisation de l'exploitation des ressources naturelles ;
- * l'adéquation de l'éducation ; les appuis aux actions de développement
- * l'organisation, la formation des principaux acteurs du développement ; le développement des infrastructures
- * l'amélioration du cadre de vie de la population et
- * l'intégration des méthodes authentiques d'information et de communication dans la Commune.

V PLANIFICATION QUINQUENNALE ET ANNUELLE DE LA COMMUNE

5.1 Plan quinquennal (2005 - 2009) de la commune

Objectif (selon secteur et sous- secteur)	Activités	Coût estimatif (F CFA)	Respon- sable	Parte- naire	Locali- sation	Période				
						2005	2006	2007	2008	2009
ECONOMIE RURALE										
Agriculture Améliorer la production agricole	Formation des 23 animateurs en techniques d'approvisionnement en intrants	287 500	Rapporteur de commis- sion domaniale	OHVN	Tous les villages	57 500	57 500	57 500	57 500	57 500
	Formation de 17 animateurs à la production de fumure organique	534 000	-/-	AMCFE et AMPDR	Tous les villages	28 000	506 000	-	-	-
	Total	821.500								
Eleveage Améliorer les conditions d'élevage et consolider la co-habitation	Construction de fourrière	250 000	-/-	-	Solo - Coré	-	250 000	-	-	-
	Appui à l'organisation coopérative éleveurs	100 000	-/-	-	1,5,9,18	-	-	100 000	-	-
	Elaboration plan aménagement terroir	5 000 000	-/-	APDR	Tous les villages	-	5 000 000	-	-	-
	Abreuvoir pour les animaux	50 000 000	Rapporteur de commis- sion domaniale	AMPDR / Plan	Tous les villages	-	-	5	10 000 000	5
	Total	55.350.000								
Pêche Assurer une bonne base aux pêcheurs	Appui à l'aménagement des berges du fleuve	475 000	Maire	Coopérat- ion France	16	75 000	100 000	100 000	100 000	100 000
	Total	475 000								

Objectif (selon secteur et sous- secteur)	Activités	Coût estimatif (F CFA)	Respon- sable	Parte- naire	Locali- sation	Période				
						2005	2006	2007	2008	2009
Forêt Sauvegarder la forêt	Orientation des coupeurs de bois vers le maraîchage biologique et d'autres AGR	29 000 000	Rapporteur de commis-sion domaniale	AMCFE AMPDR et ERA	Tous les villages					
	Installation de brigade vigilance	5 400 000	-/-	AMPDR	Tous les villages	1 400 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000
	Total	34.400.000								
	Organisation des acteurs filière bois	-	-/-	AMPDR AMCFE	Tous les villages					
	Sensibilisation contre coupe de bois	-	-/-	-/-	8					
	Formation en hygiène	6 700 000	-/-	AMPDR	Tous les villages	2 700 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000
	Construction latrines et puisards	43 000 000	-/-	Plan/ Mali	Tous les villages	23 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000
	Javellisation	-	-/-	AMPE						
	Restauration de l'environnement	27 000 000	-/-	AMPDR	Tous les villages	7 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000
	Total	76.700.000								
RESSOURCES HUMAINES										
Education Augmenter la performance de l'éducation formelle et informelle	Construction et équipement de 30 salles de classe	20 000 000	3 ^{ème} Adjte	AMPDR et Plan	1,2,6,7,13, 15,10,18, 20,23	-	18 000 000	2 000 000	-	-
	Appui à la création de 5 écoles	45 000	-/-	-	3,9,11,19, 21	45 000	-	-	-	-
	Construction et équipement de bureau	5 000 000	-/-	Plan	6	-	-	5 000 000	-	-
	Construction et équipement bibliothèque	14 500 000	-/-	AMPDR	5	-	14 500 000	-	-	-
	Total	39 500 000								

Objectif (selon secteur et sous- secteur)	Activités	Coût estimatif (F CFA)	Respon- sable	Parte- naire	Locali- sation	Période				
						2005	2006	2007	2008	2009
(suite)	Recrutement de 40 enseignants	40 000 000	-/-	Plan	Tous les villages	8 000 000	8 000 000	8 000 000	8 000 000	8 000 000
	Appui aux comités de gestion scolaires CAM	10 550 000	-/-	Plan / GRAD	5,7,8,10	2 110 000	2 110 000	2 110 000	2 110 000	2 110 000
	Appui à la scolarisation des filles	-	-/-	AMPDR/ Plan/GRAD	5					
	Appui financier aux CGS	2 000 000	-/-	-	Toutes les écoles	400 000	400 000	400 000	400 000	400 000
	Appui à l'achat de matériels didactiques	-								
	Appui à l'amélioration Performance scolaire	-								
	Appui au suivi pédagogique	-								
	Création de cantine scolaire	1 500 000		Rapporteur de cession domaniale	5				1 500 000	
	Formation et recyclage des maîtres	30 000 000	-/-	AMPDR/ Plan	Toutes les écoles	6 000 000	6 000 000	6 000 000	6 000 000	6 000 000
	Dotation des élèves en fournitures	54 000 000	-/-	Plan	-/-	10 000 000	11 000 000	11 000 000	11 000 000	11 000 000
	Appui à la scolarisation d'enfants rapatriés	41 900 000	-/-	AMPDR	5	8 950 000	8 950 000	8 000 000	8 000 000	8 000 000
	Construction de centre d'alphabétisation	2 750 000	-/-	-/-	-		2 750 000			
	Construction et équipement jardin d'enfants	17 000 000	-/-	Plan	5			17 000 000		
	Création de centre de formation	50 000 000	-/-	ANICT	5			50 000 000		
Total		289.245.000								

Objectif (selon secteur et sous- secteur)	Activités	Coût estimatif (F CFA)	Respon- sable	Parte- naire	Locali- sation	Période					
						2005	2006	2007	2008	2009	
Santé Augmenter les Infrastructures sanitaires et sauvegarder la santé de la population	Appui à la création de CSCOM et maternité	50 000	Pdt commis- sion santé	-	15,18,22, 23,20	50 000	-	-	-	-	
	Construction et équipement maternité	30 000 000	-	AMPDR	18,21,22, 23,1	-	30 000 000	-	-	-	
	Construction et équipement de 2 CSCOM	56 450 000	-	AMPDR/ Plan	18,22	-	-	23 000 000	33 450 000	-	
	Formation de 7 matrones	1 000 000	-	AMPE	1,2,5,4,18, 20	150 000	150 000	200 000	250 000	250 000	
	Reconversion exciseuse	21 800 000	-	AMPE/A MPDR	1	4 680 000	4 230 000	4 280 000	4 280 000	4 280 000	
	Prise en charge victimes excision	13 500 000	-	-	Tous les villages	2 700 000	2 700 000	2 700 000	2 700 000	2 700 000	
	Lutte contre VIH/SIDA et IST	13 312 540	-	ACEF/ Mali	3,8,7,8,9, 11,14	3 312 54	2 500 000	2 500 000	2 500 000	2 500 000	
	Renforcement des capacités relais villageois, élus, enseignants, leaders chargés de parrainage, ressortissants	65 480 000	-	AMPE/A MPDR	Tous les villages	13 096 000	13 096 000	13 096 000	13 096 000	13 096 000	
	Journée de concertation et réflexion	15 000 000	-	AMPDR/ AMPE	Tous les villages	3 000 000	3 000 000	3 000 000	3 000 000	3 000 000	
	Total	216.592.540									
	Emploi Insérer les sortants CED dans la vie active	Appui à l'organisation des sortants du CED Appui matériel aux sortants des CES	2 000 000 1 500 000	Pdt commis- sion santé -/-	Plan Mali -/-	1,2,3,15, 17,10,11, 12,21,22 5	2 000 000 -	- -	- 1 500 000	- -	- -
		Total	3.500.000								

Objectif (selon secteur et sous- secteur)	Activités	Coût estimatif (F CFA)	Respon- sable	Parte- naire	Locali- sation	Période					
						2005	2006	2007	2008	2009	
Sport-Art-Culture Redynamiser la jeunesse de la commune	Rénovation du foyer des jeunes	5 000 000	-/-	-	17	-	-	5 000 000	-	-	
	Construction du foyer des jeunes	14 000 000	-/-	AMPDR	5	14 000 000	-	-	-	-	
	Aménagement du terrain de foot	6 600 000	-/-	-	Tous les villages	-	6 600 000	-	-	-	
	Installation comité de sport et son fonctionnement	900 000	-/-	-	-/-	-	300 000	200 000	200 000	200 000	
	Organisation de semaine artistique et sportive	6 430 000	-/-	-	-/-	30 000	1 600 000	1 600 000	1 600 000	1 600 000	
	Total	32.930.000									
	Information Communication Promouvoir le système de communication de la commune	Installation RAC au CSCOM	10 000 000	-/-	Direction Régionale santé	5	-	5 000 000	5 000 000	-	-
		Installation téléphone fixe Mairie	250 000	-/-	-	5	250 000	-	-	-	-
		Création de radio de proximité	2 500 000	Pdt commis- sion santé	USAID	5	-	2 500 000	-	-	-
	Accroître la capacité des élus en plaidoyer	Formation des élus en plaidoyer	7 000 000	-/-	AMPDR	5	2 000 000	1 500 000	1 500 000	1 000 000	1 000 000
	Total	19.750.000									
SECTEUR SECONDAIRE											
Eau Améliorer les moyens d'accès à l'eau potable	Amélioration de puisards	55 500 000	Pdt Commis- sion Envir.	AMPDR Plan	Tous les villages	4 500 000	13 500 000	13 500 000	12 000 000	12 000 000	
	Construction forage (6)	36 000 000	-/-	-/-	9,11,15,16 ,17,22	12 000 000	12 000 000	12 000 000	-	-	
	Adduction d'eau à système solaire	50 000 000	-/-	Plan	2	-	50 000 000	-	-	-	

Objectif (selon secteur et sous- secteur)	Activités	Coût estimatif (F CFA)	Respon- sable	Parte- naire	Locali- sation	Période				
						2005	2006	2007	2008	2009
	Extension AES (étude)	2 000 000	-/-	AMPDR	5	-	2 000 000	-	-	-
	Sensibilisation en hygiène assainissement	3 040 000	-/-	AMPE AMPDR	Tous les villages	454 400	646 400	646 400	646 400	646 400
	Construction puits modernes	36 000 000	-/-	AMPDR Plan	14,17,18,2 2,23	9 000 000	9 000 000	9 000 000	9 000 000	-
	Formation CGPE	600 000	-/-	-/-	Tous les villages	-	600 000	-	-	-
	Construction de mini barrage	7 500 000	-/-	AMPDR PNIR	3,5,7,8,11	-	30 000 000	30 000 000	15 000 000	-
	Total	190.640.000								
Energie Améliorer le cadre de vie des populations	Electrification de la commune	350 000 000	-	Amader MFC	Tous les villages			150 000 000	100 000 000	100 000 000
	Culture fourgère (appui)	24 000 000	-/-	-/-	-/-			8 000 000	8 000 000	8 000 000
	Total	374 000 000	-/-	-	-/-			158 000 000	108 000 000	108 000 000
Mines Promouvoir la recherche de mine	Recensement des sites et organisation des conditions d'exploitation minières et carières	250 000	-/-	-	-/-					
	Total	250 000								
Industrie Réduire les pertes sur les produits locaux	Appui à la conservation et transformation des produits locaux (formation)	-	-/-	MAPDR ERA	-/-					
	Total	-								
Artisanat Redynamiser l'artisanat dans la commune	Identification des artisans de la commune	500 000	-/-	AMPDR	-/-		500 000			
	Appui à l'organisation des artisans	-	-/-	AMPDR PACT	-/-					
	Total	500 000								
Tourisme Promouvoir le tourisme	Identification des sites touristiques	300 000	-/-	-	-/-					
	Total	300 000								

Objectif (selon secteur et sous- secteur)	Activités	Coût Estimatif (F CFA)	Respon- sable	Parte- naire	Locali- sation	Période				
						2005	2006	2007	2008	2009
Commerce Autres	Implantation CVECA	18 000 000	Pdt Commis- sion Envir.	PASEC OSK	Tout « = » P 800 ha	-	6 000 000	6 000 000	6 000 000	-
	Dépotoir pièces de rechange pompe	-	-/-	AMPDR	5					
	Total	18.000.000								
INFRASTRUCTURES										
Routes Désenclaver certains villages de la commune	Aménagement pistes rurales	372 000 000	-/-	PNIR	5,7,18,20, 21	-	180000000	102000000	90 000 000	-
	Construction de ponts	-	-/-	AMPDR PNIR	2,21					
	Total	372 000 000								
Urbanisme Améliorer le cadre de vie de la population	Lotissement de 3 villages	4 000 000	-/-	-	5,8,9			2 000 000	2 000 000	1 000 000
	Total	4 000 000								
Télécommunication Faciliter l'accès à la téléphonie mobile	Suivi des démarches auprès des opérateurs	100 000	-/-	-	Tous les villages	100 000	-	-	-	-
	Total	100 000								
Bâtiment Améliorer les conditions de travail	Construction d'abattoir	23 000 000	-/-	-	5	-	23 000 000	-	-	-
	Construction, équipement CFAR	6 000 000	Pdt Csson Environnem	ANICT	5	6 000 00	-	-	-	-
	Construction, équipement CEC	12 300 000	-/-	Plan ANICT	6,20,21	-	-	4 000 000	4 000 000	4 300 000
	Construction boucheries	6 000 000	-/-	-	5	-	-	-	6 000 000	-
	Aménagement des marchés	100 000 000	-/-	-	1,6,7,5,18	-	-	-	-	-

Objectif (selon secteur et sous- secteur)	Activités	Coût estimatif (F CFA)	Respon- sable	Parte- naire	Locali- sation	Période				
						2005	2006	2007	2008	2009
Bâtiment (suite)	Aménagement marché de bétail	-/-	PNIR PACT	5						
	Construction salle de réunion Mairie	30 000 000	-/-	Plan Villages	5		20 000 000	10 000 000	-	-
	Total	177.300.000								
TOTAL GENERAL		1 488.854.040								

+ 174 600 000
 → 2.262.854.040

TOTAL GENERAL = 2.262.854.040

Coûts estimatifs du PDESC 2005 – 2009 selon secteur et sous-secteur

Secteur	Sous-secteur	Coûts estimatifs (Fefa)
Economie Rurale	Agriculture	821.500
	Elevage	55.350.000
	Pêche	475.000
	Forêt	34.400.000
	Environnement	76.700.000
	Total	167.746.500
Secteur Secondaire	Eau	190.640.000
	Mines	250.000
	Artisanat	500.000
	Tourisme	300.000
	Commerce	18.000.000
	Total	209.690.000
Infrastructures et Bâtiments	Routes	372.000.000
	Télécommunication	100.000
	Bâtiments	177.300.000
	Total	549.400.000
Ressources Humaines	Education	289.245.000
	Santé	216.589.540
	Emploi	3.500.000
	Sport-Art-Culture	32.930.000
	Information-Communication	19.750.000
	Total	562.017.540
TOTAUX		1.488.854.040

5.2 Programme annuel (2005) de la Commune

Objectifs spécifiques (selon secteur et sous-secteur)	Activité	Coût estimatif (F CFA)	Prise en charge			
			Village	Commune	Etat	Partenaires
ECONOMIE RURALE						
Agriculture						
Améliorer la production agricole	Formation de 23 animateurs en techniques approvisionnement Formation de 17 animateurs en production fumure organique	57 500 28 000				57 500 28 000
Pêche						
Assurer une bonne base aux pêcheurs	Appui à l'aménagement des berges du fleuve	75 000				75 000
Forêt						
Sauvegarder la forêt	Orientation des coupeurs de bois vers le maraîchage biologique et d'autres AGR Installation de brigade de vigilance	9 000 000 1 400 000				9 000 000 1 400 000
Environnement						
Assainir le cadre de vie de la population	Formation en hygiène Construction de latrines et puisards Restauration de l'environnement	2 700 000 23 000 000 7 000 000				2 700 000 23 000 000 7 000 000
RESSOURCES HUMAINES						
Education						
Augmenter la performance de l'éducation formelle et informelle	- Appui à la création de 5 écoles - Recrutement de 8 enseignants - Appui aux comités de gestion scolaire et CAM - Appui financier aux comités de gestion scolaires - Formation recyclage des enseignants - Dotation des élèves en fournitures - Appui à la scolarisation des enfants de rapatriés - Journée de concertation et de réflexion	45 000 8 000 000 2 110 000 400 000 6 000 000 10 000 000 8 950 000 3 000 000		45 000 400 000		- 8 000 000 2 110 000 - 6 000 000 10 000 000 8 950 000 3 000 000
Santé						
Augmenter les infrastructures sanitaires et sauvegarder la santé de la population	- Appui à la création de CSCOM et de maternité - Formation des matrones - Reconversion exciseuse - Prise en charge victimes excision - Lutte contre le VIH/SIDA/IST - Renforcement des capacités (leaders, élus, etc...)	50 000 150 000 4 680 000 2 700 000 3 312 540 13 096 000		50 000		- 150 000 4 680 000 2 700 000 3 312 540 13 096 000

Objectifs spécifiques (selon secteur et sous-secteur)	Activité	Coût estimatif (F CFA)	Prise en charge			
			Village	Commune	Etat	Partenaires
Emploi Insérer les sortants CED dans la vie active	Appuyer l'organisation des sortants du CED	2 000 000				2 000 000
Sport Art Culture Redynamiser et réintégrer la jeunesse	Construction du foyer des jeunes Organisation de semaines art. Cult. Sportive.	14 000 000 30 000		- 30 000		14 000 000 -
Information Communication Promouvoir le système de communication	Installation de téléphone fixe	250 000		250 000		
Autres Accroître la capacité des élus en plaider	Formation des élus en plaider	2 000 000				2 000 000
Infrastructures Télécommunication Faciliter l'accès à la téléphonie mobile	Suivi des démarches auprès des opérateurs	100 000		100 000		
Bâtiment Faciliter l'accès des femmes à la formation	Construction / Equipement CFAR	6 000 000				6 000 000
SECONDAIRE						
Eau Assainir les points d'eau et faciliter l'accès à l'eau potable	Amélioration de puitsards Construction de puits modernes Construction de forages Sensibilisation en hygiène assainissement	4 500 000 9 000 000 12 0 00 000 454 400				4 500 000 9 000 000 12 00 000 454 400
Mine Promouvoir l'exploitation des produits miniers et carrières	Recensement des sites et organisation des conditions d'exploitation minières et carrières	250 000		250 000		
Artisanat	Identification des artisans de la commune	500 000				500 000
TOTAL		156.613.440				

VI STRATEGIE DE MISE EN ŒUVRE

6.1 Sources de financement

Les principales sources de financement escomptées sont :

- les ressources internes de la commune ;
- les dons de l'Etat ;
- les legs d'ONG et autres partenaires ;
- les prêts divers.

6.1.1 Mobilisation des ressources internes

- Les ressources internes seront mobilisées par les sensibilisations, les recouvrements de taxes et dons de ressortissants.

6.1.2 Mobilisation des ressources externes

Avec nos différents partenaires : Etat, Entreprise, Institutions et ONG nous espérons inciter les uns et les autres à nous gratifier de leurs appuis par la ventilation et la diffusion immédiate de ce document.

6.2 Mécanismes de suivi

Une commission de suivi est mise en place pour la mise en œuvre du processus. Elle est épaulée par le comité de pilotage.

6.2.1 Commission de mise en œuvre du PDESC

Une commission de suivi permanent appuyée du conseil communal est chargée de la mise en œuvre effective du PDESC.

6.2.2 Evaluation annuelle du PDESC

Nous espérons sur deux évaluations par an à intervalle de six mois. La première a lieu en Janvier 2006.

6.2.3 Budgétisation annuelle

Le budget PDESC sera additionné au budget annuel ordinaire.

6.3 Diffusion du PDESC

Après finalisation, ce document sera ventilé au regard des acteurs.

VIII ANNEXES

Liste des membres du Conseil Communal

N°	Nom	Prénom	Fonction au Conseil communal	Parti politique
1	SAMAKE	Moussa Siibiry	Maire	RPM
2	BATHILY	Alou	1 ^{er} Adjoint Maire	URD
3	HADARA	Sidiki	2 ^{ème} Adjoint Maire	CDS
4	TRAORE	Safiatou	3 ^{ème} Adjoint Maire	RPM
5	DOUMBIA	Oumar B.	Conseiller Communal	RPM
6	DOUMBIA	Amadou	Conseiller Communal	RPM
7	COULIBALY	Lansina	Conseiller Communal	RPM
8	DIARRA	Guédjouma	Conseiller Communal	RPM
9	COULIBALY	Daouda	Conseiller Communal	ADEMA
10	KANTE	Seydou	Conseiller Communal	ADEMA
11	DOUMBIA	Moussa	Conseiller Communal	ADEMA
12	COULIBALY	Seydou	Conseiller Communal	ADEMA
13	SAMAKE	Sidi	Conseiller Communal	URD
14	DIARRA	Adama	Conseiller Cercle	URD Conseil de Cercle
15	SAMAKE	Massaoulé	Conseiller Cercle	URD Conseil de Cercle
16	SAMAKE	Zoumana	Conseiller Communal	CNID
17	SAMAKE	Solomane	Conseiller Communal	PIDS

Indiquer la fonction « Conseiller au Conseil de Cercle », « Conseiller à l'Assemblée Régionale », « Conseiller au Ht. Conseil des Collectivités Territoriales ».

Région de Koulikoro
Cercle de Kati
Commune de Dialakoroba

République du Mali
Un Peuple - Un Art - Une Foi

Délibération N°05-03 du 11 Octobre 2005
Portant adoption du PDSO 2005-2009

Le Conseil Communal de Dialakoroba, régulièrement convoqué en session extraordinaire s'est réuni le 11-10-2005, à la Mairie de Dialakoroba à partir de 10H30.

Date de la Convocation 26-09-2005

Ordre du jour de la Session
Adoption du PDSO
Divers

- Les Conseillers Communaux en exercice : 17
- Nombre de Conseillers Communaux Excusés : 14
- Nombre de Conseillers Communaux Absents : 3

Le vu sur et attendu, le Conseil Communal a valablement délibéré sous la présidence de son Président Sibiry Sanké, le Maire. Le Secrétariat de Session était assuré par Mr Bakary Camara Secrétaire Général de la Mairie de Dialakoroba.

Le Conseil Communal
après en avoir délibéré

Vu la loi N° 95-034 du 12-04-1995 portant code des Collectivités et ses textes modificatifs,

Conformément au processus d'élaboration du Plan de développement économique, Social et Culturel (PDSO),

Dialakoroba, le 11 / 10 / 2005

Le Secrétaire Général



Bakary Camara

Le Maire

Moussa Sibiry Sanké

Décide

Article 1er: Est adopté le programme de développement économique, social et culturel de 2005-2009 de la Commune de Dialakoroba.

Article 2: La présente délibération sera enregistrée, publiée et communiquée partout où besoin sera.

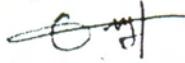
Dialakoroba le 11-10-2005
Le Maire

Moussa Sibiry Samaké

Daté délibéré et signé les Conseillers Communaux

N° D'ordre	NOMS ET PRENOMS	FONCTIONS	Signature
1	Moussa Sibiry Samaké	(Maire)	
2	Mme Samaké Safiatou Samaké	(3e Adjointe)	
3	Massaoulé Samaké	(Conseiller Communal)	
4	Seydou Kanté	(Conseiller Communal)	
5	Solomane Samaké	(Conseiller Communal)	
6	Sidiki Haïdara	(2e Adjoint)	
7	Seydou Coulibaly	(Conseiller Communal)	
8	Guédiouma Diarra	(Conseiller Communal)	
9	Adama Diarra	(Conseiller Communal)	
10	Langsina Coulibaly	(Conseiller Communal)	
11	Moussa Alpha Doumbia	(Conseiller Communal)	
12	Bansoumana Samaké	(Conseiller Communal)	
13	Oumar Bamoussa Doumbia	(Conseiller Communal)	
14	Sidi Samaké	(Conseiller Communal)	

Le Secrétaire Général


Bakary Camara

Dialakoroba, le 11/10/2005

Le Maire


Moussa Sibiry Samaké

Code de déontologie

Le présent code déontologique est une partie intégrante du règlement intérieur du conseil communal de Dialakoroba.

Approuvé par les représentants dudit conseil au cours de la formation en prise de décision ce jour 12 Octobre 2005 à Dialakoroba, ce document contient les principes et règles que les élus s'engagent à respecter dans leur travail afin d'assurer la transparence dans la gestion des affaires, de promouvoir l'esprit démocratique et d'instaurer une ambiance de travail constructive et efficace. Le présent code qui sera publié dans son intégralité pourra faire au besoin, l'objet d'amendements ultérieurs par le conseil communal en vue de son adaptation constante aux réalités et de sa conformité avec les lois en vigueur en République du Mali.

CHAPITRE I : Visions du Conseil Communal sur la Décentralisation et la Démocratisation.

Pour le conseil communal, la décentralisation et la démocratisation sont deux processus étroitement liés formant un système. Les principes démocratiques comme fondement de base de la décentralisation sont énumérés dans la constitution malienne.

Par le présent code déontologique, le conseil communal traduit ces principes sous forme d'attitudes et de comportements que les élus s'engagent à adopter afin de promouvoir un véritable esprit démocratique dans la commune.

Dans les principes de la décentralisation, le conseil communal s'emploie à respecter les aspects suivants :

- *La décentralisation vise le développement concerté*
- *La décentralisation vise la conjugaison des efforts de tous les citoyens « un seul doigt ne peut soulever un cailloux »*
- *La décentralisation exige un entretien régulier et se construit à partir des ressources locales*
- *La décentralisation vise la mobilisation des ressources intérieures pour une gestion autonome*
- *La décentralisation consolide la démocratie*
- *La décentralisation s'exerce dans le cadre strict de la loi*
- *La décentralisation est un processus de longue haleine*
- *La décentralisation ne signifie pas le retour aux chefferies traditionnelles*
- *La décentralisation ne veut pas dire l'indépendance par rapport à l'Etat*
- *La décentralisation exige un changement de comportements et de mentalités*
- *La décentralisation confère le pouvoir et l'autonomie de gestion aux collectivités locales*
- *Le centralisme est un frein au développement.*

CHAPITRE II : Vision et Objectifs Communs du Développement Communal.

Conscients de sa responsabilité et de son engagement face à la commune toute entière, les représentants de commune ont développé les visions suivantes en vue de se fixer des objectifs de développement.

* Visions pour lesquelles les élus s'engagent :

- *Développement de l'esprit démocratique et l'instruction publique*
- *Croissance démographique*
- *Développement des infrastructures sanitaires, éducatives, sportives, d'adduction d'eau et d'électrification*
- *Augmentation du taux de scolarisation*
- *Amélioration du niveau de vie*
- *Construction de route goudronnée (développement de la communication)*

- *Implantation du téléphone*
- *Développement de l'agriculture (barrages)*
- *Autosuffisance alimentaire*
- *Industrialisation*
- *Urbanisation*
- *Préservation de l'écosystème.*

* Visions contre les quelles les élus s'engagent :

- *Dépravation des mœurs*
- *Eclatement des grandes familles*
- *Développement de l'individualisme*
- *Pollution*
- *Développement de MST/SIDA*
- *Dégradation des conditions de travail.*

* Objectifs pour lesquels les élus s'engagent :

- *Revaloriser nos mœurs*
- *Lutter contre le développement de l'individualisme*
- *Restructurer les grandes familles*
- *Améliorer les conditions de vie de la population*
- *Développer l'urbanisme*
- *Développer l'esprit démocratique*
- *Promouvoir l'autosuffisance alimentaire*
- *Développer les échanges et la communication*
- *Développer l'éducation et l'instruction publique*
- *Développer les unités industrielles*
- *Protéger l'environnement*
- *Développer le sport les arts et la culture.*

CHAPITRE III : Normes et Valeurs.

Les élus communaux s'engagent à honorer les règles de conduite suivantes dans l'exercice de leurs fonctions :

- *Utiliser le cousinage et de l'esprit de caste pour gérer les différends*
- *Respecter la parole donnée*
- *Faire prévaloir le respect mutuel, l'humilité, le collectivisme et l'hospitalité*
- *Préserver le sens de l'honneur et de la dignité*
- *Favoriser l'entraide et la concertation.*

CHAPITRE IV : Règles de Conduite des Elus.

Dans le cadre de leur travail, les élus communaux s'engagent :

A favoriser

- *La transparence*
- *La concertation*
- *La disponibilité*
- *L'intérêt des citoyens*
- *La participation des bénéficiaires dans les actions entreprises*
- *L'écoute mutuelle*
- *La libre expression des opinions*
- *L'entente et l'union pour impulser le développement*
- *La complémentarité.*

A éviter

- Les comportements autoritaires
- La corruption
- Le mépris
- La soumission
- Le manque de transparence
- L'intérêt personnel
- L'autocratie
- L'égoïsme.

Pour les Sessions du Conseil Communal

Les élus s'engagent à préparer les sessions du conseil (définir l'ordre du jour, informer les participants) pour un travail efficace et constructif du conseil communal.

Au cours des sessions, les élus s'engagent à :

- Sauvegarder la bonne entente et le respect mutuel
- Faire prévaloir l'écoute mutuelle, l'argumentation, la flexibilité et le consensus
- Respecter la diversité d'opinion et la liberté d'expression
- Favoriser la transparence
- Favoriser un débat démocratique
- Respecter les horaires
- Favoriser la vérité
- Respecter l'autorité du maire
- Avoir confiance les uns aux autres
- Conclure le débat
- Vérifier le quorum
- Favoriser les salutations, les prises de notes et la discipline.

A éviter :

- Les retards et les absences non motivés
- La passion au cours des débats
- D'adopter une position figée dans la discussion
- D'imposer ses idées dans les discussions
- Convocation partielle des élus
- Les débats non concluants
- L'improvisation des sessions
- Les tiraillements, le manque d'écoute et de respect mutuels
- L'absence du secrétaire de séance
- La fuite de responsabilité
- Les va et vient incessants
- La rétention de l'information
- La mauvaise gestion des débats
- Se couper la parole, prendre la parole sans saluer
- La mauvaise disposition des conseillers
- La démission collective des conseillers.

Au moment de prendre des décisions

Eviter :

- L'opportunisme, le conformisme, l'exclusion et la discrimination
- La partialité
- L'imposition de point de vue
- L'intérêt personnel

Favoriser :

- La flexibilité dans les débats
- La recherche d'arguments valables pour convaincre
- Les idées allant dans le sens de l'intérêt collectif (commune)
- Le débat démocratique
- Le respect et la sauvegarde du bien public
- La concertation
- La considération mutuelle
- Le respect des règles du jeu démocratique : transparence, respect de la légalité, intégrité, vote, etc.

CHAPITRE V : Prévention et Gestion des Conflits au Sein du Conseil Communal.

Les différences d'opinion génératrices de tensions ou conflits au sein du conseil communal doivent être débattues. Ces débats ont lieu soit directement entre les personnes concernées soit dans le cadre de session du conseil communal.

Le Conseil Communal s'efforce de régler les conflits de façon équitable, c'est-à-dire en favorisant les solutions « gagnant-gagnant » et en évitant des solutions « gagnant-perdant ».

Pour la prévention des conflits, le Conseil Communal accepte les règles de jeu suivantes :

- Respecter des réunions
- Eviter les considérations partisans
- Respecter le code déontologique et le règlement intérieur
- Mettre les conseils au même niveau d'information à temps
- Vérifier les informations à la source
- Faire prévaloir la transparence, l'égalité entre les conseillers
- Favoriser la libre expression des conseillers
- Cultiver le sens des relations humaines (participations aux événements sociaux, contacts informel réguliers)
- Encourager la bonne collaboration et l'esprit d'équipe
- Respecter les droits des conseillers en échanges de l'accomplissement de leurs devoirs
- Eviter les polémiques sources de tensions.

Pour la gestion des conflits notamment entre les membres du Conseil Communal, les élus acceptent les règles de jeu suivantes :

- Convoquer la commission aux conflits
- Procéder à la confrontation des protagonistes
- Ecouter les deux protagonistes
- Trancher sur la vérité
- Recourir au cousinage pour régler les conflits
- Privilégier les solutions gagnant-gagnant dans la gestion de conflit
- Procéder à la conciliation des protagonistes
- Ne jamais garder de rancunes et se soumettre au verdict de la commission
- Se pardonner en se donnant la main.

CHAPITRE VI : Sanctions.

Pour le respect des présentes dispositions de son code, les représentants du conseil ont décidé des sanctions suivantes à l'encontre du contrevenant :

1 ^{er} manquement	Avertissement
2 ^{ème} manquement	Retenue de 1 000 F CFA sur les indemnités de session
3 ^{ème} manquement	Amende de 10 000 F CFA.

CHAPITRE VII : Dispositions finales.

Le présent code déontologique constitue une première ébauche élaborée lors de l'atelier de formation en « la prise de décision » tenue à Dialakoroba. Il sera soumis à l'appréciation des différents conseils pour validation.

Toute modification ou amendement apporté à ce document fera l'objet d'une délibération par vote majoritaire et porté à la connaissance de la population.

Le présent code déontologique a été solennellement approuvé par les représentants du conseil communal de Dialakoroba à l'issue du premier module de l'atelier « prise de décision ».

Dialakoroba, le 12 Octobre 2005.

Etape de planification et le calendrier de déroulement

Références¹

N°	Etape	Période d'exécution	Observations
	Réunion du CLO élargi sur la planification	28 et 29 juillet 2004	Besoin d'appui constaté
	Formation du Maire et su SG en planification communale	1 semaine entre 16 et 27 août 2004	Formés par CCC Kati
1	Délibération du conseil communal sur l'élaboration du PDESC	01/06/05	
2	Mise en place du Comité de Pilotage	07/07/05	Appuyé par CCC Kati
3	Elaboration d'un programme/budget pour le processus de planification	19/09/04	Appuyé par CCC Kati
4	Identification des acteurs impliqués	-	Appuyé par CCC Kati
5	Elaboration du Code Déontologique	-	Appuyé par CCC Kati
6	Formation populaire (élus, autres acteurs)	13 – 15/12/04	Formés par CCC Kati
7	Etablissement du bilan du PDESC précédent	30/06/05	Appuyé par prestataire
8	Elaboration de la situation de référence	22 – 24/06/05	Appuyé par CCC Kati et prestataire
9	Définition des orientations politiques et stratégies du PDESC	-	Appuyé par CCC Kati
10	Campagne d'information et de sensibilisation	-	Appuyé par prestataire
11	Diagnostic villageois	02 – 28/05/05	Appuyé par prestataire
12	Journées de concertation et de consultation intercommunautaire	01 et 08/07/05	Appuyé par prestataire
13	Atelier de planification	09 et 10/07/05	Appuyé par prestataire
14	Restitution / validation	15/07/05	Appuyé par prestataire
15	Définition des mesures d'accompagnement	15/07/05	Appuyé par prestataire
16	Rédaction et saisie finale du PDESC		Appuyé par CCC Kati et prestataire

¹ 1) CCC Kati et PACT (août 2004) : Cahier du participant de la formation des acteurs de développement du cercle de Kati sur la planification communale ;

2) DNATCT (2004) : Module de Formation sur l'élaboration des PDESC. Draft à l'intention des conseillers CCC. Guide du facilitateur. Elaboré par AGEFORE et BEFOR.

Composition du Comité de Pilotage du processus de planification communale

N°	Nom	Prénom	Structure	Observations
1	SAMAKE	Moussa Sibiry	Maire	
2	SANGARE	Issa	CDC Plan	
3	GUINDO	Djibril	Directeur E « E »	Muté au CAP Baguineda
4	KANTE	Seydou	C/RSSE OHVN	
5	TRAORE	Keita Aminata	ACEF / Mali	
6	DIARRA	Jean G.	CSCOM	
7	CAMARA	Bacary	Secrétaire Général	

Participants aux étapes de planification

Pour JIC

	Prénoms et Nom	Fonction	Village/organisme
1.	Abdramane TRAORE	Régisseur	Mairie
2.	Adama DIARRA	Conseiller	Dialakoroba
3.	Amadou GANAME	Stagiaire	AMPDR
4.	Amadou OUONOGO	Aide Soignant	Baga
5.	Bafing KONATE	Assistant	SEC Mali
6.	Bakary CAMARA	Secrétaire Général	Mairie
7.	Bamoussa O DOUMBIA	Conseiller	Dialakoroba
8.	Bazoumana SAMAKE	Conseiller	Dialakoroba
9.	Djibril GUINDO	Directeur école B	Dialakoroba
10.	Fatoumata MAÏGA	Matrone	Feretoumou
11.	Fousseyni SAMAKE	Agent Etat Civil	Mairie
12.	Harouna DOUMBIA	Aide soignant	Dialakoroba
13.	Ibrahima DOUMBIA	Coordinateur	AMPDR
14.	Issa SANGARE	CDC	Plan mali
15.	Jean Galbert DIARRA	Vaccinateur	CSCOM
16.	Karim KEITA	Coordinateur	ACEF Mali
17.	Lacina SOUMAORO	Animateur	AMPE
18.	Lassana KONATE	Animateur	AMPE
19.	Massaoulé SAMAKE	Conseiller	Dialakoroba
20.	Mme Kéita Aminata TRAORE	Animatrice	ACEF Mali
21.	Moctar SANGARE	Enseignant	BAGA
22.	Modibo COULIBALY	Coordinateur	AMCFE
23.	Moussa SAMAKE	Animateur	AMPDR
24.	Moussa Sibiry SAMAKE	Maire	Dialakoroba
25.	Paul Odiouma DIARRA	Conseiller	Dialakoroba
26.	Porpé DAOU	Consultant	SEC Mali
27.	Roger MICHEL	Directeur	ERA
28.	Safiatou TRAORE	3 ^{ème} Adjointe Maire	Dialakoroba
29.	Seydou KANTE	Conseiller	Dialakoroba
30.	Souleymane SAMAKE	Conseiller	Dialakoroba
31.	Yacouba SOUMAORO	Représentant	AADEC

Prénoms et Nom		Fonction	Village/organisme
1.	Abdramane TRAORE	Régisseur	Mairie
2.	Adama DIARRA	Conseiller	Dialakoroba
3.	Amadou GANAME	Stagiaire	AMPDR
4.	Amadou OUONOGO	Aide Soignant	BAGA
5.	Bafing KONATE	Assistant	SEC Mali
6.	Bakary CAMARA	Secrétaire Général	Mairie
7.	Bamoussa O DOUMBIA	Conseiller	Dialakoroba
8.	Bazoumana SAMAKE	Conseiller	Dialakoroba
9.	Djibril GUINDO	Directeur école B	Dialakoroba
10.	Fatoumata MAÏGA	Matrone	Feretoumou
11.	Fousseyni SAMAKE	Agent Etat Civil	Mairie
12.	Harouna DOUMBIA	Aide Soignant	Dialakoroba
13.	Ibrahima DOUMBIA	Coordinateur	AMPDR
14.	Issa SANGARE	CDC	Plan Mali
15.	Jean Galbert DIARRA	Vaccinateur	CSCOM
16.	Karim KEITA	Coordinateur	ACEF Mali
17.	Lacina SOUMAORO	Animateur	AMPE
18.	Lassana KONATE	Animateur	AMPE
19.	Massaoulé SAMAKE	Conseiller	Dialakoroba
20.	Mme Kéita Aminata TRAORE	Animatrice	ACEF Mali
21.	Moctar SANGARE	Enseignant	Baga
22.	Modibo COULIBALY	Coordinateur	AMCFE
23.	Moussa SAMAKE	Animateur	AMPDR
24.	Moussa Sibiry SAMAKE	Maire	Dialakoroba
25.	Paul Odiouma DIARRA	Conseiller	Dialakoroba
26.	Porpé DAOU	Consultant	SEC mali
27.	Roger MICHEL	Directeur	ERA
28.	Safiatou TRAORE	3 ^{ème} Adjointe Maire	Dialakoroba
29.	Seydou KANTE	Conseiller	Dialakoroba
30.	Souleymane SAMAKE	Conseiller	Dialakoroba
31.	Yacouba SOUMAORO	Représentant	AADEC

Restitution.

	Prénoms et	Nom	Fonction	Village/organisme
1.	Adama	DIARRA	Conseiller	Feretoumou
2.	Alou	COULIBALY	1 ^{er} Adjoint Maire	Dialakoroba
3.	Amadou	DRAME	Délégué	Heremakono
4.	Bakary	DOUMBIA	Délégué	Kola
5.	Bafing	KONATE	Assistant	SEC Mali
6.	Bakary	CAMARA	Secrétaire General	Mairie
7.	Bamoussa O	DOUMBIA	Conseiller	Dialakoroba
8.	Boubacar	TRAORE	Délégué	Kola
9.	Bourama	SAMAKE	Délégué	Mpango
10.	Broulaye	DIARRA	Délégué	Sanakoroni
11.	Djibril	GUINDO	Directeur Ecole B	Dialakoroba
12.	Fako	DOUMBIA	Enseignant	Sonkoriya
13.	Fanta	SACKO	Délégué	Makono malinke
14.	Fanta	SAMAKE	Délégué	Molobala
15.	Fatoumata	MAÏGA	Matrone	Feretoumou
16.	Fatoumata	SAMAKE	Délégué	Gwelekorou
17.	Gnagalé	COULIBALY	Délégué	Solon core
18.	Gnélé	DOUMBIA	Délégué	Baga
19.	Harouna	DOUMBIA	Aide Soignant	Dialakoroba
20.	Issa	SANGARE	CDC	Plan Mali
21.	Kadiatou	CAMARA	Délégué	Lena
22.	Mamoutou	DIARRA	Délégué	Gwelekorou
23.	Minata	SACKO	Délégué	Odioumabougou
24.	Mme Kéita Aminata	TRAORE	Animatrice	ACEF Mali
25.	Modibo	DOUMBIA	Délégué	Sonkoriya
26.	Moussa	SAMAKE	Animateur	AMPDR
27.	Moussa	DOUMBIA	Conseiller	Molobala
28.	Moussa Sibiry	SAMAKE	Maire	Dialakoroba
29.	M'Piè	DIARRA	Délégué	Bogola
30.	Odiouma	SIDIBE	Animateur	AMPDR
31.	Paul Odiouma	DIARRA	Conseiller	Gwelekorou
32.	Porpé	DAOU	Consultant	SEC Mali
33.	Rokia	COULIBALY	Matrone	Ballala
34.	Safiatou	TRAORE	3 ^{eme} Adjointe Maire	Dialakoroba
35.	Seydou	DOUMBIA	Animateur	Ballala
36.	Siaka	DOUMBIA	Délégué	Manambougou
37.	Sidiki	HAÏDARA	2 ^{eme} Adjoint Maire	Dialakoroba
38.	Souleymane	SAMAKE	Conseiller	Dialakoroba
39.	Tenimba	COULIBALY	Délégué	Odioumabougou
40.	Yacouba	DOUMBIA	Délégué	Kandia
41.	Yaya	DIARRA	Délégué	Gwelekorou
42.	Ziébilén	SAMAKE	Délégué	Feretoumou
43.	Zoumana	SAMAKE	Conseiller	Dialakoroba

Extraits d'outils appliqués au cours de la planification communale
Référence²

Outil 8.1 Fiche de recensement des problèmes / difficultés de la collectivité

Problèmes identifiés	Localisation : Villages – Code N°
ECONOMIE RURALE	
Agriculture : Le manque de vivre en certains moments de l'année	Solon-coré, Baga, Herémakono, Dialakroba, Bogola, Kola, Molobala, Freintournou, Makono-Malinke, Dandian
Elevage : La précarité des conditions d'élevages : trépas, perte et vol d'animaux	Molobala, Makono, Soumou, Donkoreya, Ballala, Kandian, Diorila, M'panko, Makono-Malinke, Dialakoroba, Heremakono, Solo-Core
Pêche : La fréquence des dégâts matériels des pêcheurs	Makono – Sono
Forêt : La pénurie monétaire des femmes	Tous les villages de la commune
Environnement : La dégradation et l'insalubrité environnementales	Tous les villages
RESSOURCES HUMAINES	
Education : Déperditions scolaires : au niveau du secondaire ; après le CEP ; par manque de fournitures Effectif pléthorique dans les classes Faible niveau d'encadrement des enfants entre 3 à 5 ans Salles de classe en mauvais état Eloignement du village des écoles (3 – 7 km) Matériels scolaires gardés chez le directeur Dispersion du matériel de la bibliothèque de l'école Bas niveau de certains enseignants Délabrement des centres d'alphabétisation : manque de mobilier	Toutes les écoles particulièrement : Dialakoroba, Sanambélé. 1,2,3,5,7,8,9,10,11,15,18,19,20 5 1,2,10,13,15,16,23 3,9,11,12 6 5 1,2,3,6,7,8,10,13,15,16,17,18,20,22 5,7,9,11,13,15,16,17,18,19,20,22
Santé : Décès de malade en cours d'évacuation Taux élevé des cas d'évacuation non approuvés	15,16,21,22,23 18,22

² CCC Kati et PACT (août 2004) : Cahier du participant de la formation des acteurs de développement du cercle de Kati sur la planification communale.

Problèmes identifiés	Localisation : Villages – Code N°
Emploi : Le chômage des sortants des CED	2,3,10,11,12,17,21,22
Sport – Art – Culture : Le foyer est en délabrement Peu de pratique du sport dans les villages Faiblesse des échanges et des activités de loisir Faible intégration des activités culturelles et artistiques	5 Tous les villages 5 5 (tous les villages)
Information – Communication : autres (+) Lenteur des procédures d'information et de communication : à l'intérieur de la commune La fréquence des échecs dans les négociations par les élus, les leaders et autres acteurs de la commune Faible taux d'implication des femmes dans les activités de développement de la commune.	5 (CSCOM) 5 (Mairie et centre village) Tous les villages
SECTEUR SECONDAIRE	
Eau : Exposition de la population aux maladies dues à l'eau Distribution irrégulière, souvent insuffisante des eaux de robinet Tarsissement précoce des bons puits Absence de secours dans les pannes des pompes	Tous les villages 5 2,7,8,11 5
Energie : Arrêt obligatoire de toute activité pendant la nuit	5 et tous les villages
Mines : Ressources monétaires de la collectivité très limitée et faible	Tous les villages
Industrie : Taux de perte élevé sur certains produits locaux abondants	Tous les villages
Artisanat : La non rentabilité des activités artisanales	Tous les villages
Tourisme : La faiblesse d'activité touristique	Tous les villages

Problèmes identifiés	Localisation : Villages – Code N°
INFRASTRUCTURES	
Routes : Inaccessibilité de certains villages pendant la saison pluvieuse	1,3,7,11,14,17,20,21,23
Urbanisme : Le désordre des habitations et la pollution des passages inter concession dans certains gros villages	5,8,9
Télécommunication : Inaccessibilité aux réseaux téléphoniques	Tous les villages
Bâtiment : Exposition de la population aux maladies dues à l'insalubrité et aux conditions inadéquates des viandes de boucherie La faiblesse de capacité des femmes à diversifier leur source de revenue Les retards dans le recensement des enfants dans certains villages éloignés du principal centre d'état civil (Dialakoroba) La faiblesse de la rentabilité de certains gros marchés La clandestinité des transactions sur le bétail	5 5 6,20,21 1,5,6,7,18 5

Potentialités identifiées	Localisation : Villages – Code N°
La pluviométrie varie entre 800 et 900 mm	
Accès facilité par la RN7 qui traverse la commune	
Disponibilité de terre fertile exploitable pour l'agriculture	3,4,6,8,12,13,14,16,17,19,20,21
Dans l'ensemble un climat propice à l'élevage	1,4,6,7,8,9,11,12,13,17,19,20,21
Disponibilité d'un cours d'eau permanent dont certaines parties sont propices à la pêche d'une part	15
A l'exploitation de sable dans certaines endroits	15, 16
Disponibilité de produit de cueillette en abondance	
Existence de plaines aménagables dans certains villages	15, 16
Existence de lieux touristiques « Koulouba » Plage	5, 15, 16
Existence de carrière de roches souterraines entre	5 et 11
Proximité de Bamako favorisant la présence de plusieurs organismes d'appui et ONG dans la commune. La plupart de ces organismes et ONG interviennent sur tout le territoire de la commune et dans différents domaines. Cela se traduit par l'existence de nombreux infrastructures dans les sous-secteurs : santé, éducation, formation, environnement et eau.	

Outil 9 Fiche de classement des problèmes par institutions et par niveau de collectivité

Problème identifié	Localisation	Secteur et sous secteurs	Commune	Cercle	Région
Le manque de vivre en certains moments	1,2,5,7,9,10,11,15,18,22	ECONOMIE RURALE	X		
Précarité des conditions d'élevage	2,3,5,9,10,14,15,16,18,22,23	Agriculture	X		
Fréquence des dégâts matériels des pêcheurs	16	Elevage	X		
Pénurie monétaire des femmes	Tous les villages	Pêche	X		
Dégradation et insalubrité environnementales	Tous les villages	Forêt	X		
		Environnement	X		
		RESSOURCES HUMAINES			
Les déperditions scolaires	Tout village (Ecoles)	Education	-		
Effectif pléthorique dans les classes	1,2,3,5,7,8,9,10,11,15,18,19,20	-/-	X	X	
Faible niveau d'encadrement des enfants (3-5 ans)	5	-/-	X		
Salles de classe en mauvais état	1,2,10,13,15,16,23	-/-	X		
Eloignement de certains villages des écoles	3,9,11,19	-/-	-	X	
Matériels scolaires gardés chez le directeur	6	-/-	X		
Dispersion du matériel de la bibliothèque	5	-/-	X		
Faible niveau de certains enseignants	1,2,3,6,7,8,10,13,15,16,17,18,20,22	-/-	X	X	
Délabrement des centres d'alphabétisation	22	-/-	X		
Décès de malades en cours d'évacuation	5,7,9,11,13,15,16,17,18,19,20,22	Santé	X		
Taux élevé des cas d'évacuation sanitaires	15,16,21,22,23	-/-	-	X	
Chômage des sortants des CED	18,22	Emploi	X		
Le foyer en délabrement	2,3,10,11,12,17,21,22	Art – Culture – Sport	X		
Peu de pratique du sport dans les villages	5	-/-	X		
Faiblesse des échanges et d'activités de loisir	Tous les villages	-/-	X		
Faible intégration des activités Sport. Cult. Artist.	5	-/-	X		
Lenteur des procédures information et communicat.	5	Informations	-	X	
Fréquence des échecs dans les négociations	5	Communications	X		
Faible implication des femmes dans le développement	Tous les villages	Autres	X		

Problème identifié	Localisation	Secteur et sous secteurs	Commune	Cercle	Région
Exposition de la population aux maladies dues à l'eau	Tous les villages	Eau	X		
Distribution irrégulière et insuffisante par robinets	5	-//-	X		
Tarissement précoce des bons puits	2,7,8,11	-//-	X		
Absence de secours dans les pannes des pompes	5	-//-	X		
Arrêt des activités dès la nuit	5 et tous les villages	Energie	-	X	
Limitation des ressources financières collectives	-//-	Mine	-	X	
Taux élevé des pertes en produits locaux	-//-	Industrie	X		
Non rentabilité de l'artisanat	-//-	Artisanat	X		
Faiblesse d'activité touristique	-//-	Tourisme	-		
		INFRASTRUCTURES			
Inaccessibilité de certains villages	1,3,7,11,14,17,20,21,23	Routes	-	X	
Désordre des habitations (lotissement)	5,8,9	Urbanisme	-	X	
Inaccessibilité aux réseaux téléphoniques	Tous les villages	Télécommunications	-	X	
Exposition population aux maladies dues à viande sale	5	Bâtiment	X		X
Faible capacité des femmes à diversifier les revenus	5	-//-	X		
Retard dans les recensements des enfants	6,20,21	-//-	X		
Faible rentabilité de certains gros marchés	1,5,6,7,18	-//-	X		
Clandestinité des transactions sur bétail	5	-//-	X		

Outil 10 Fiche d'identification des problèmes majeurs de la collectivité

Domaine d'activités	Problèmes majeurs	Localisation Villages N°
Agriculture	Le manque de vivre en certains moments de l'année	1,2,5,7,9,10,11,15,18,22
Elevage	Précarité des conditions d'élevage : trépas, perte et vol d'animaux	2,3,5,9,10,14,15,16,18,22,23
Pêche	La fréquence des dégâts matériels des pêcheurs	16
Forêt	La pénurie monétaire des femmes	Tous les villages
Environnement	La dégradation et l'insalubrité environnementales	-/-
Education	La déperdition scolaire : au secondaire, après le CEP et par manque de fournitures Effectif pléthorique dans les classes Faible niveau d'encadrement des enfants entre (3-5 ans) Salles de classe en mauvais état Eloignement de certains villages des écoles (3 – 7 km) Matériels scolaires gardés chez le directeur Dispersion du matériel de la bibliothèque de l'école Bas niveau de certains enseignants Délabrement des centres d'alphabétisations (manque de mobiliers)	Toutes les écoles 1,2,3,5,7,8,9,10,11,15,18,19,20 5 1,2,10,13,15,16,23 3,9,11,19 6 5
Santé	Décès de malades en cours d'évacuation Taux élevé des cas d'évacuation	15,16,21,22,23 18,22
Emploi	Le chômage des sortants des CED	2,3,10,11,12,17,21,22
Art – Sport - Culture	Le foyer est en délabrement Faible pratique du sport Faiblesse des échanges et des activités de loisir Faible intégration des activités sportives, culturelles et artistiques	5 Tous les villages 5 5 tous les villages
Informations / Communications	Lentueur des procédures d'information et de communication Fréquence des échecs dans les négociations Faible taux d'implication des femmes dans les activités de développement	5 Tous les villages -/-

Domaine d'activités	Problèmes majeurs	Localisation Villages N°
Eau	Exposition de la population aux maladies dues à l'eau sale Distribution irrégulière et insuffisante des eaux de robinets Tariement précoce des bons puits Absence de secours dans les pannes de pompes	Tous les villages 5 2,7,8,11 5
Energie	Arrêt de toute activité pendant la nuit	5 et tous les villages
Mine	Ressources monétaires collectives limitées	5 et tous les villages
Industrie	Taux de perte élevé sur certains produits abondants	5 et tous les villages
Artisanat	Non rentabilité des activités artisanales	5 et tous les villages
Tourisme	Faiblesse d'activité touristique	5 et tous les villages
Routes	Inaccessibilité de certains villages pendant la saison pluvieuse	1,3,7,11,14,17,20,21,23
Urbanisme	Désordre des habitations et la pollution des espaces interconcession	5,8,9
télécommunication	Inaccessibilité aux réseaux téléphoniques	Tous les villages
Bâtiment	Exposition de la population aux maladies dues à la viande sale Faible capacité des femmes à diversifier leurs sources de revenus Le retard dans le recensement des enfants dans certains villages La faiblesse de la rentabilité des gros marchés La clandestinité des transactions sur le détail	5 5 6,20,21 1,5,6,7,18 5

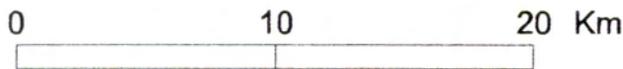
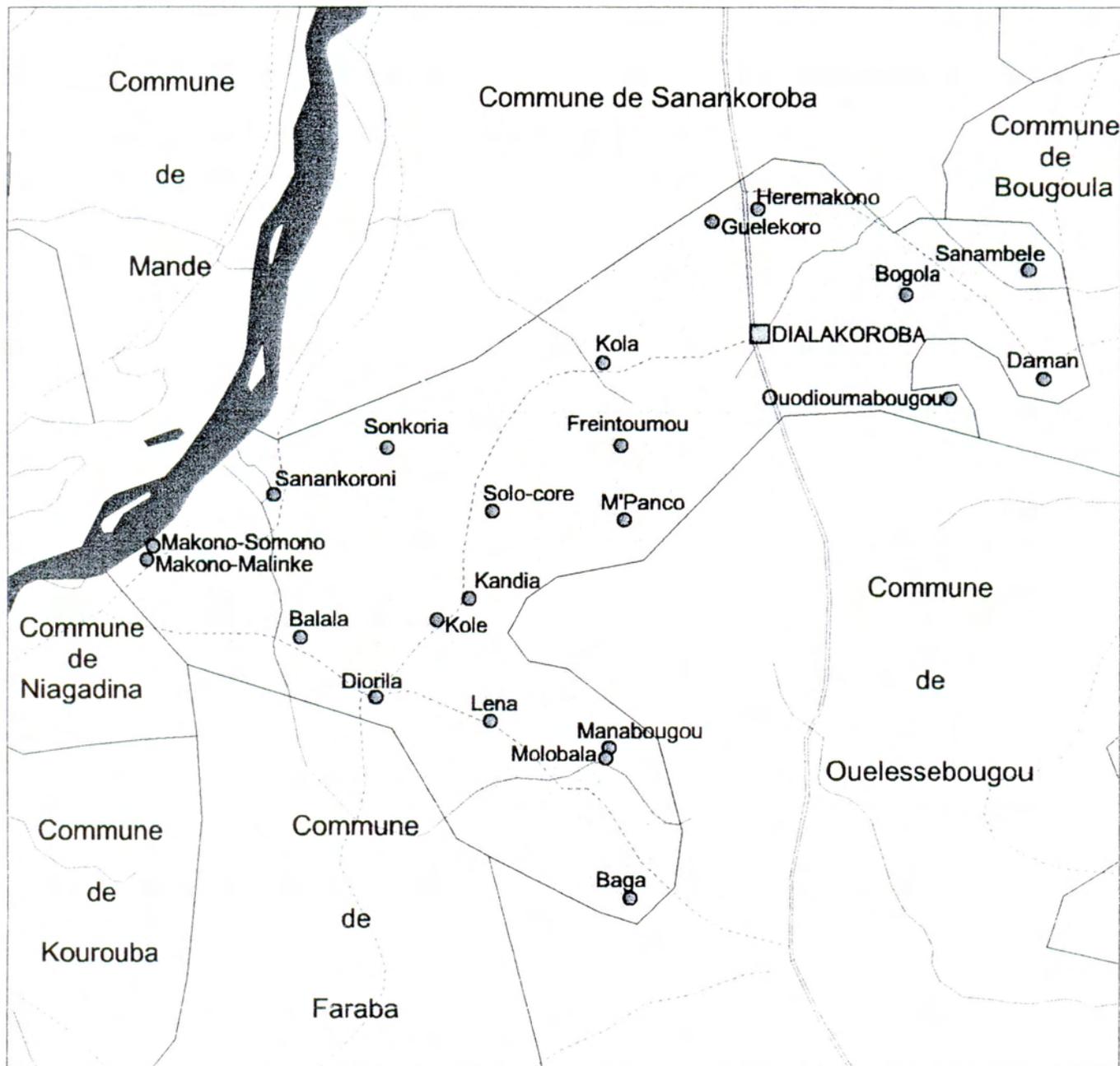
Grille de priorisation

Solution	Critères	Faisabilité technique	Rentabilité de la solution	Vitesse d'implantation	Acceptabilité sociale	Autres	Total
		<i>Faible - Fort</i> 1 2 3 4 5	<i>Faible - Fort</i> 1 2 3 4 5	<i>Faible - Fort</i> 1 2 3 4 5	<i>Faible - Fort</i> 1 2 3 4 5	<i>Faible - Fort</i> 1 2 3 4 5	
Formation des animateurs en approvisionnement		3	4	3	5		15
Formation des animateurs en production fumure organique		4	5	1	2		12
Construction de fourrière		1	1	1	2		5
Appui à l'organisation coopérative des éleveurs		1	2	1	1		5
Elaboration plan aménagement terroir		1	1	1	2		5
Abreuvoir pour les animaux		1	2	1	1		5
Appui à l'aménagement des berges du fleuve		1	1	1	2		5
Orientation des coupeurs de bois vers maraîchage		1	2	1	1		5
Installation de brigade de vigilance biologique		2	1	1	1		5
Organisation des acteurs filière – bois		1	5	1	1		8
Sensibilisation contre coupe de bois		2	3	1	1		7
Formation en hygiène		1	2	1	1		5
Construction latrines et puisards		2	3	2	2		9
Javellisation		1	2	1	1		5
Restauration de l'environnement		1	5	1	1		8
Construction et équipement de salles de classe		1	3	2	2		8
Appui à la création d'écoles		1	1	1	3		6
Construction et équipement de bureaux		1	2	1	1		5
Construction et équipement d'une bibliothèque		1	1	1	2		5
Recrutement d'enseignants (40)		2	3	1	2		8
Appui aux comités de gestion scolaires		1	1	1	3		6
Appui à la scolarisation des filles		1	1	1	3		6
Appui financier aux CGS		2	2	1	4		9
Appui à l'achat de matériels didactiques		1	2	1	2		6
Appui à l'amélioration de la performance scolaire		1	1	2	1		5

Solution	Critères		Rentabilité de la solution	Vitesse d'implantation	Acceptabilité sociale	Autres	Total
	Faisabilité technique	Faible - Fort					
Appui au suivi pédagogique	1	2	2	1	1		5
Création de cantine scolaire	2	2	2	1	3		8
Formation et recyclage des enseignants	1	2	2	1	1		5
Dotation des élèves en fournitures	1	4	4	1	2		8
Appui à la scolarisation d'enfants de rapatriés	2	3	3	2	3		10
Construction de centre d'alphabétisation	1	4	4	1	2		8
Construction et équipement d'un jardin d'enfants	1	2	2	1	2		6
Création de centre de formation	2	5	5	1	1		9
Appui à la création de CSCOM et maternité	2	3	3	2	4		11
Construction et équipement de maternité	1	4	4	2	2		9
Construction et équipement 2 CSCOM	1	2	2	3	1		7
Formation de 7 matrones	1	1	1	1	2		5
Reconversion des exciseuses	2	2	2	1	3		8
Prise en charge victimes excision	2	4	4	3	5		14
Lutte contre VIH/SIDA et IST	1	5	5	1	3		10
Renforcement des capacités des élus, relais, leaders	1	2	2	1	2		6
Journée de concertation et réflexion	1	1	1	1	2		5
Appui à l'organisation des sortants des CED	1	1	1	2	1		5
Appui matériel aux sortants des CED	1	2	2	1	1		5
Rénovation du foyer des jeunes	2	1	1	1	1		5
Construction du foyer des jeunes	2	1	1	1	2		6
Aménagement du terrain de foot	2	3	3	2	1		8
Installation et fonctionnement d'un comité sportif	1	3	3	2	2		8
Organisation d'une semaine artistique, culturelle et sportive	2	4	4	1	1		8
Installation de RAC au CSCOM	2	5	5	4	5		16

Solution	Critères		Faisabilité technique	Rentabilité de la solution	Vitesse d'implantation	Acceptabilité sociale	Autres	Total
	Faible - Fort	1 2 3 4 5						
Installation de téléphone fixe à la Mairie	2	5	4	5	4	5	16	
Création d'une radio de proximité	1	3	2	2	2	2	8	
Formation des élus en plaidoyer	1	2	1	1	1	1	5	
Formation des réparateurs de pompes	1	3	2	1	1	1	7	
Amélioration de puits	2	2	1	2	3	3	8	
Construction de forage	1	3	1	1	2	2	7	
Adduction d'eau à système solaire	1	4	1	4	1	1	7	
Extension AES (étude)	1	4	1	4	1	1	7	
Sensibilisation en hygiène assainissement	1	3	1	3	1	1	6	
Construction de puits modernes	1	2	1	2	2	2	6	
Formation CGPE	1	2	2	2	3	3	8	
Construction de mini barrages	1	3	2	2	2	2	8	
Electrification de la commune	1	2	1	2	1	1	5	
Appui culture pourguère	1	2	1	2	1	1	5	
Recensement des sites et organisation exploitation minière	2	2	1	2	1	1	6	
Appui à la conservation et aux transformations produites locales	1	1	1	1	2	2	5	
Identification des artisans de la commune	5	2	1	2	1	1	9	
Appui à l'organisation des artisans	2	2	1	2	2	2	7	
Identification des sites touristiques	1	3	1	1	1	1	6	
Implantation CVECA	2	2	2	2	2	2	8	
Dépôt de pièces de rechange pompe	1	1	1	1	3	3	6	
Aménagement de pistes rurales	2	3	1	3	1	1	7	
Construction de ponts	1	1	2	1	1	1	5	
Loisissement de 3 villages	1	1	1	1	2	2	5	
Suivis des démarches auprès des opérateurs	1	2	2	2	3	3	8	

Critères	Faisabilité technique	Rentabilité de la solution	Vitesse d'implantation	Acceptabilité sociale	Autres	Total
	<i>Faible - Fort</i> 1 2 3 4 5	<i>Faible - Fort</i> 1 2 3 4 5	<i>Faible - Fort</i> 1 2 3 4 5	<i>Faible - Fort</i> 1 2 3 4 5	<i>Faible - Fort</i> 1 2 3 4 5	
Solution						
Construction d'abattoir	2	1	1	2		6
Construction et équipement CFAR	1	2	1	1		5
Construction et équipement CEC	2	3	3	2		10
Construction de boucherie	1	4	1	1		7
Aménagement des marchés	2	2	1	1		6
Aménagement d'un marché de bétail	1	2	1	2		6
Construction d'une salle de réunion à la Mairie	2	3	2	4		11



LEGENDE

-  Chef lieu de commune
-  Villages
-  Route saisonnière
-  Route goudronnée
-  Cours d'eau
-  Limites de commune

Cartographie:

Amim Fischer et Bakary Samaké
 Programme d'Appui aux Collectivités
 Territoriales PACT, Bamako

Contact: 223 52 56
 B.P.: 100 Bamako

Sources: Cartographie Base OISE
 (DNCT/CCN, 2004)



Autres documents pertinents

Répartition des coûts par Secteurs et par Institutions

Secteurs	Montants en F CFA	Contributions				
		Commune	Cercle	Région	Etat	Partenaires
<i>Economie Rurale</i>	138 746 500	27 749 300				
<i>Ressources Humaines</i>	584 517 540	116 903 508				
<i>Secondaire</i>	277 190 000	55 438 000				
<i>Infrastructures</i>	449 400 000	89 880 000				
Total	1 449 854 040	289 970 808				
%	100	20				

Répartition des Coûts par Secteur

Secteurs Planification	Coûts en F CFA	%	Observations
<i>Economie Rurale</i>	138 746 500	10	Manque 4 activités
<i>Ressources Humaines</i>	584 517 540	40	5 activités manquent
<i>Secteur Secondaire</i>	277 190 000	19	3 activités manquent
<i>Infrastructures</i>	449 400 000	31	4 activités manquent
Total	1 449 854 040	100	16 activités non planifiées (sans coûts)